



Bulletin d'information du CSEE

Mai 2014 Numéro 2

Internationale de l'Éducation

Élections européennes 2014: l'Éducation de qualité au cœur du débat électoral – Des activités de campagne partout en Europe

Alors que nous entrons dans la dernière ligne droite des élections européennes de 2014, les candidats au Parlement européen (PE) et les membres de l'IE/du CSEE en Europe s'engagent, de concert, pour une Union européenne fondée sur une Éducation de qualité. L'initiative du CSEE dont l'objectif était d'encourager les candidats parlementaires à marquer leur engagement en faveur des 10 messages clés sur

« Les points à améliorer pour une éducation de meilleure qualité en Europe » a été accueillie favorablement et soutenue par les membres du CSEE par le biais d'activités nationales menées partout en Europe.



Le CSEE a pris contact avec tous les candidats au PE afin de les inviter à s'engager à améliorer la qualité de l'éducation Europe une fois élus, et à s'engager à mettre l'éducation de qualité pour tous au cœur des discussions et de la campagne électorale. Près de 80 candidats issus de divers États membres ont rapidement répondu à cette invitation en s'engageant en faveur de l'éducation de qualité en Europe. Parmi les candidat(e)s qui se sont engagé(e)s, l'on compte l'Allemande Ska Keller, candidate principale des Verts européens, Pervenche Berès (France, PS), ancienne parlementaire européenne à la tête du Comité pour l'Emploi et les Affaires sociales, Judith Kirton-Darling (Royaume-Uni, Parti travailliste), Secrétaire confédérale de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) et bon nombre d'autres candidats issus des quatre coins d'Europe.

En vue d'une sensibilisation au niveau national sur le droit fondamental d'avoir accès à une éducation de qualité pour tous – élément essentiel à une Europe démocratique –, les membres de l'IE/du CSEE se sont appuyés sur l'initiative visant l'engagement des candidats pour organiser des événements nationaux afin de les aborder et d'inciter à la participation aux élections européennes de 2014. Enfin, des organisations membres de Malte, de Finlande, du Portugal, d'Espagne, de la Suède et de la Slovaquie ont fait part d'activités menées en droite ligne avec la campagne du CSEE, invitant leurs candidats nationaux au PE à s'engager pour l'éducation de qualité.

La liste complète des candidats parlementaires européens qui se sont engagés pour l'éducation de qualité et leurs déclarations : [ici](#).

De plus amples informations concernant les activités nationales visant à aborder les candidats au PE en vue des élections européennes : [ici](#).

Le vent du changement souffle sur l'Europe: votez pour l'Europe le 25 mai 2014

Le 25 mai 2014 approche à grands pas. Ce jour-là, les citoyens européens vont devoir choisir leurs représentants au sein du nouveau Parlement européen. En d'autres termes, ils vont devoir choisir les personnes qui décideront, en leur nom, de la législation qui sera en vigueur dans toute l'Union européenne, de la présidence de la Commission européenne ainsi que du budget de l'Union. Dès lors, le CSEE invite tous ses membres à voter pour des candidats qui seront à même de changer le cours de la politique européenne d'austérité ; à voter pour une Europe sociale et démocratique.



Dans un contexte où les impacts négatifs de la pire crise économique et financière persistent, le CSEE estime qu'il est maintenant temps pour les citoyens européens d'avoir leur mot à dire sur l'Europe dans laquelle ils souhaitent vivre, sans taire ni dissimuler les difficultés que rencontre l'Union.

Le CSEE rejoint l'appel de la CES à voter pour une Europe sociale : une Europe progressiste et inclusive qui se bat pour les droits de ses citoyens. Seule la légitimité démocratique nous permettra d'atteindre ces objectifs.

Plus important encore, ce sont les valeurs fondamentales de l'Europe qui sont en jeu ce 25 mai, étant donné la montée de mouvements nationalistes plaidant pour un renoncement à l'Union européenne. Prendre part aux élections européennes signifie renouer avec les objectifs suprêmes de l'Union depuis sa création, ceux que l'on retrouve dans les traités. Cela signifie soutenir « *la promotion d'un niveau d'emploi élevé, la garantie d'une protection sociale adéquate, la lutte contre l'exclusion sociale, un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine* » (Article 9 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne - TFUE).

Ces élections du Parlement européen ouvriront la voie à une succession d'événements qui auront un impact significatif sur l'avenir de l'Europe et de ses citoyens. Dans le sillage de la première assemblée plénière qui se tiendra en juillet, les nouveaux parlementaires européens seront invités à élire le nouveau Président de la Commission européenne (14-17/07/2014). La Commission européenne débutera son nouveau mandat à l'automne 2014 (1/11/2014).

Pour avoir voix au chapitre, votez !

Ukraine: Appel d'action urgente

L'IE a fait appel à tous ses affiliés afin de soutenir les efforts de reconstruction du STESU par le biais du Fonds de solidarité de l'IE en envoyant une contribution financière. Après leur visite à Kiev, L'IE et le CSEE avaient accepté d'aider le STESU à retrouver des bureaux et à rétablir la communication avec ses sections syndicales régionales et locales.



Lien vers l'appel d'action [>>>](#)

Lettonie: Mobilisation syndicale en vue d'obtenir une hausse des salaires

Le 12 mai, le personnel éducatif et scientifique a activement participé à des actions de protestation à Riga afin de réclamer un financement public supplémentaire pour mener à bien des réformes effectives de l'éducation. L'action a été organisée par le Latvian Educational and Scientific Workers' Trade Union (LIZDA), l'affilié national de l'IE. Le LIZDA cherche à obtenir un financement supplémentaire pour l'éducation afin de garantir un salaire décent à ses membres.



Le syndicat n'est pas satisfait du modèle de financement actuel qui suit le principe « L'argent suit l'enfant ». Selon le LIZDA, ce modèle ne garantit pas un salaire décent et motivant au personnel de l'éducation et n'offre pas à tous les enfants des droits égaux de bénéficier d'une éducation de qualité.

Dans le même temps, le budget national pour la période 2015-2017 ne prévoit ni des fonds supplémentaires pour l'adoption et l'introduction d'un nouveau modèle de financement ni une augmentation des salaires du personnel de l'éducation. Cette année, il manque 2,5 millions d'euros pour les salaires des enseignant(e)s, selon le LIZDA.

Le syndicat lance un appel pressant aux pouvoirs publics afin qu'ils garantissent une rémunération pour le travail réalisé par l'ensemble du personnel enseignant et académique. La dernière enquête du LIZDA montre qu'en moyenne, l'Etat ne paie pas 18 heures de travail par semaine aux enseignant(e)s et leur doit 341,28 euros par mois.

Le salaire doit équivaloir à la moyenne de l'Union européenne

En Lettonie, le coût de la vie augmente et, parallèlement, la rémunération du personnel éducatif et scientifique continue d'être l'une des plus basses de l'Union européenne. De ce fait, le LIZDA a

maintenu sa revendication que le gouvernement paie au moins 18 heures par semaine. De plus, avec les partenaires sociaux lettons, le syndicat a tenté d'élaborer un calendrier pour une hausse des salaires du personnel de l'éducation de tous les niveaux au cours des prochaines années. Ce calendrier garantirait une hausse de 10 pour cent par an jusqu'à ce que le salaire moyen du personnel de l'éducation de l'Union européenne soit atteint.

Le 17 mars, le Ministère de l'Éducation et des Sciences a commencé à élaborer un nouveau système de rémunération pour le personnel de l'éducation ainsi qu'un calendrier d'augmentation des salaires. Ce processus devrait prendre fin le 15 mai. Même si cela se fait, le LIZDA soutient que rien ne garantit qu'un financement supplémentaire sera trouvé pour mettre en œuvre ces nouveaux paiements.

La Ministre de l'Éducation et des Sciences, Ina Druviete, a toutefois rassuré les enseignant(e)s sur le fait que les 2,5 millions d'euros nécessaires pour le paiement de leurs salaires seront trouvés. Le Ministère de l'Éducation prépare un rapport d'information pour le gouvernement, a-t-elle déclaré.

Elle a poursuivi en indiquant qu'elle comprend la situation et soutient le syndicat dans son action pour défendre les intérêts de ses membres. « J'ai été membre d'un syndicat pendant 30 ans et je sais combien cette organisation est influente », a-t-elle complété.

Le gouvernement doit écouter les revendications des enseignant(e)s

La Présidente du LIZDA, Ingrida Mikisko, a déclaré qu'il est important d'exprimer le mécontentement du personnel de l'éducation par rapport à la situation actuelle. Ne pas le faire reviendrait à une acceptation tacite du statu quo. « Le personnel de l'éducation formule des revendications auxquelles le gouvernement doit répondre de toute urgence parce que notre patience est à bout », a-t-elle déclaré.

Selon une enquête menée par l'institut de sondage TNS, 71 pour cent des habitant(e)s économiquement actifs/ives de Lettonie soutiennent les revendications d'augmentation salariale des enseignant(e)s.

Martin Rømer, directeur de la Région européenne de l'IE, le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE), était à Riga et a eu un entretien séparé avec la Ministre de l'Éducation pour soutenir les revendications du LIZDA. Au cours de la manifestation, Martin Rømer a prononcé un discours soutenant les exigences spécifiques d'une hausse salariale et a déclaré que « le gouvernement connaît l'adresse où envoyer l'argent qui disparaît depuis 2009. »

« Des enseignantes et des enseignants de qualité ainsi que des environnements et des outils d'enseignement et d'apprentissage de qualité sont essentiels pour une éducation de qualité », a-t-il dit. « Et le personnel enseignant devrait bénéficier d'un salaire et de conditions de travail qui l'encouragent à poursuivre son métier et lui permettent de se concentrer totalement sur ses activités d'enseignement et de ne pas se préoccuper du coût de la vie ou de ses conditions de travail. »

La promotion de l'égalité des genres en Europe: Séminaire du CSEE, 7 mai 2014

La promotion de l'égalité des genres au sein des syndicats d'enseignants et de la profession enseignante a fait l'objet de discussions à l'occasion du séminaire du CSEE qui s'est tenu le 7 mai 2014 à Utrecht, ville où siège le syndicat d'enseignant néerlandais AOb.

Durant la matinée du séminaire, après un accueil chaleureux d'AOb, les participants ont pu en apprendre davantage sur la situation actuelle de l'égalité des genres au sein des syndicats



d'enseignants et de la profession enseignante. En effet, les résultats de l'enquête en ligne du CSEE indiquaient que les femmes étaient sous-représentées à tous les niveaux décisionnels des syndicats d'enseignants par rapport au pourcentage croissant de femmes membres de ces syndicats. Les observations intersectorielles présentées par Rosanna Ruscito (CES) souligne le rôle essentiel joué par les enseignants et les syndicats d'enseignants dans la promotion de l'égalité des genres au sein de la société. Il est donc nécessaire de mener des actions afin de pallier l'impact négatif de de l'austérité sur l'égalité des genres et les droits des femmes.

Trois organisations membres ont eu l'opportunité de présenter des exemples d'initiatives et d'expériences fructueuses en la matière : Dorota Obidniak a parlé de l'augmentation de comités égalité au sein de ZNP et du nombre d'ONG luttant pour l'égalité en Pologne, José Muijres, quant à elle, a présenté la célèbre « Académie AOb» pour les futurs leaders syndicaux, et enfin, Burcu Yilmaz a expliqué aux participants comment Eđitim Sen mettait en place des réseaux d'égalité par la mise en œuvre d'activités de « formation des formateurs » en Turquie.

Les discussions tenues lors des sessions en groupes de travail ont suggéré que les syndicats d'enseignants devaient lutter contre la détérioration des conditions de travail et la précarisation de la profession enseignante, dans la mesure où ces dernières contribuent à augmenter l'impact de l'austérité sur les femmes. Au sein même des syndicats d'enseignants, les femmes devraient être encouragées à devenir des membres actives et à prendre davantage de responsabilités syndicales.

Ce séminaire a été organisé dans le cadre du projet annuel du CSEE intitulé « La promotion de l'égalité des genres au sein des syndicats d'enseignants et de la profession enseignante II ». Pour obtenir de plus amples informations concernant le projet, veuillez vous rendre sur la page web du projet, disponible à l'adresse suivante : http://etuce.homestead.com/CSEE_Egalite_Projet-2013-2014.html